16-30 SEPTEMBRE 1953 BI-MENSUEL (Cinquième année) N° 94

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901
30, Rue de Gramont
PARIS-2e
Téléphone : RIChelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

L'U.R.S.S. contre l'Islam

La suppression de deux peuples musulmans

d'après A. OURALOV

L'OPINION *cultivée n'ignore plus aujourd'hui qu'en février* 1944, *deux petites nations musulmanes du Caucase, les Tchétchènes et les Ingouches, furent déportées en totalité, sur l'ordre du Politbureau stalinien vers on ne sait quelle destination précise, en Sibérie, assurément vers la mort. Mais du long calvaire de ces deux peuples depuis la révolution de* 1917, *on ne sait pas grand-chose, et c'est pourquoi on se laisse prendre trop souvent au mensonge du gouvernement soviétique « justifiant » par la soi-disant collaboration collective des Tchétchènes et des Ingouches avec l'ennemi leur extermination massive. On verra que ce n'est là qu'une calomnie, et que cette déportation ne fut que l'acte final d'une longue et abominable persécution.*

L'auteur de l'étude que nous publions aujourd'hui était bien qualifié pour l'écrire. Ceux qui ont lu son livre publié en 1951 *aux* Iles d'Or *sous le titre :* Staline au pouvoir, *savent déjà que non seulement il évolua dans les cadres soviétiques, mais qu'il appartient par ses origines à l'un des peuples assassinés (Ouralov est son nom de plume, mais il a signé de son véritable nom : Abdourakhman Avtorkhanov, l'édition russe de la présente étude). Il fut lui-même victime d'une des épreuves qui s'abattirent sur sa nation. Son ressentiment, trop légitime, ne l'a pas empêché pourtant d'accomplir œuvre scrupuleuse d'historien.*

La nécessité de faire court nous a imposé de couper quelques passages, d'en résumer d'autres, et notamment de renoncer à une importante introduction historique qui offrait un très grand intérêt. Retenons-en que les Tchétchènes-Ingouches occupaient dans le nord du Caucase un territoire de 15.000 *kilomètres carrés (la moitié de la Belgique) habité par* 700.000 *individus vivant de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie du pétrole. On sait qu'ils opposèrent à la conquête russe au temps des Tsars une résistance longtemps victorieuse et qu'ils ne s'avouèrent vaincus qu'en* 1864. *Encore certains d'entre eux reprirent-ils les armes en* 1897, *avant d'être définitivement dominés par le nombre.*

I. — De l'indépendance à la servitude (1917-1928)

TROIS mois après la Révolution russe, en mai 1917, le premier congrès des délégués du Caucase du Nord reconnut le *Comité exécutif de l'Union des Montagnards du Caucase et du Daghestan* comme gouvernement de l'Etat libre du Caucase du Nord. Le deuxième congrès, en septembre, approuva la constitution de cet Etat, qui entendait demeurer au sein de la fédération russe. Mais, après la prise du pouvoir par les bolcheviks, le Caucase du Nord proclama son indépendance pleine et entière (11 mai 1918) (1).

(1) Il fut reconnu *de jure* par la Turquie et par des puissances d'Europe centrale.

Les bolcheviks ne devaient pas tolérer cette sécession. Mais les premiers coups furent portés à la République caucasienne du Nord par Dénikine. Son armée de cosaques avait d'abord rencontrée auprès d'elle de la sympathie, mais Dénikine était pour une « Russie une et indivisible ». Le désir d'indépendance nationale des Caucasiens du Nord lui semblait du « bolchévisme nationaliste ». Il décida de le réprimer.

Contrairement à son attente, il se heurta chez les Tchétchènes-Ingouches à une résistance opiniâtre : il lui fallut immobiliser là un tiers de ses troupes, au moment où il aurait eu besoin de toutes ses forces pour lutter contre l'armée rouge.

Lire en page 14

Comment les bolcheviks ont tenu
les promesses faites aux Musulmans

Finalement, en février 1920, il dut évacuer le territoire de l'éphémère république du Caucase du Nord, menacé (Dénikine) plus encore par les Tchétchènes insurgés que par l'avance des bolcheviks. Vainqueur, le cheik Ouzoum-Hadji proclama derechef l'indépendance des montagnards caucasiens, groupés cette fois non en république mais dans l'*Emirat du Caucase du Nord.*

Les bolcheviks avaient reconnu *de facto* le gouvernement de Ouzoum-Hadji et l'avaient soutenu dans sa lutte contre Dénikine. Mais, dès le départ des « troupes blanches », l'armée rouge fit son entrée dans l'Emirat et mit fin au gouvernement autonome : le cheik Ouzoum-Hadji fut relégué au poste honorifique de mufti des montagnards caucasiens. Il devait d'ailleurs mourir trois mois plus tard.

La partie n'était pas jouée pourtant. En août 1920, un soulèvement général éclatait à nouveau, dirigé contre les rouges par Saïd-Bek, neveu du fameux iman Chamil, qui avait réussi à maintenir de 1834 à 1865 un Etat indépendant du Nord du Caucase, que l'impérialisme russe devait finir par absorber après de très dures campagnes connues dans l'histoire russe sous le nom de « guerre du Caucase ».

Il fallut aux Soviets plus d'un an pour venir à bout de ce soulèvement, et encore durent-ils user de ruse autant que de la force.

Staline entre en scène

Le 20 janvier 1921 s'ouvrait à Vladicaucase l'assemblée constituante de la nouvelle république. Staline y vint. Il était alors commissaire du peuple aux Nationalités. Il exposa les principes de la politique « nationalitaire » du gouvernement soviétique et annonça que l'amnistie serait accordée à tous ceux qui avaient pris part au soulèvement de Saïd-Bek s'ils mettaient bas les armes et reconnaissaient le pouvoir des Soviets. Le gouvernement central de Moscou accordait aux montagnards caucasiens l'indépendance et leur proposait de former une *République soviétique des Montagnes* une et indivisible qui disposerait d'une large autonomie, réalisant ainsi les aspirations séculaires des nations du Caucase du Nord à l'indépendance.

Avant de reconnaître le pouvoir des Soviets, l'Assemblée constituante posa deux conditions: 1° les lois fondamentales de la République des Montagnes seraient conformes au droit coranique et coutumier, sans immixtion du pouvoir central dans les affaires intérieures de la République ; 2° les terres enlevées aux montagnards sous le tsarisme leur seraient restituées.

Staline accepta et les délégués reconnurent le pouvoir soviétique (2). La *République soviétique des Montagnes* fut donc proclamée. Elle comprenait : la Tchétchénie, l'Ingouchétie, l'Ossétie, la Kabardie, la Balkarie et la Karatchie (3) ; son drapeau portait l'emblème soviétique mais sa Constitution respectait le droit coranique et la coutume.

Dans les locaux officiels, les écoles et autres lieux publics, on accrocha, sur l'ordre des bolcheviks, au lieu des portraits de Lénine et autres membres du Politbureau, ceux de Chamil et de ses compagnons. Sur l'ordre exprès de Staline et d'Ordjonikidzé, plusieurs colonies cosaques furent transplantés en Russie et l'on rendit aux Tchétchènes-Ingouches des terres qui leur avaient jadis appartenu (4).

Démantèlement de la République

Court moment. Le pouvoir soviétique s'employa bientôt à affaiblir la nouvelle république. Aussitôt après l'écrasement du soulèvement de Saïd-Bek Chamil en Tchétchénie-Ingouchétie, Lénine adressa un message spécial aux communistes de la République des Montagnes, les invitant à ne pas copier la tactique des communistes russes, mais à la modifier en tenant compte des conditions propres du Caucase.

Puis, des décrets successifs du gouvernement central détachèrent de la république des districts autonomes : le district des Karatchines-Tcherkesses, le 12 janvier 1922, le district des Karbades-Balkares, le 16 janvier 1922, le district des Adyghés, le 27 janvier 1922, le district des Tchétchènes le 20 novembre 1922.

Deux ans plus tard, ce qui restait de la république était divisé en deux districts autonomes, celui des Ingouches et celui des Ossètes (7 juillet 1924). Pratiquement, la République des Montagnards avait cessé d'exister.

Cette politique avait été soutenue dans le pays par des intellectuels radicaux qui s'étaient ralliés au bolchévisme et à Lénine dans les premières heures de la guerre civile pour son mot d'ordre du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusques et y compris la sécession ». Non seulement ils avaient obtenu l'autonomie pour le Caucase du Nord au sein de la République soviétique

(2) *Compte rendu sténographique de la première assemblée de la République soviétique des Montagnes,* Vladicaucase, 1921.

(3) Le Daghestan devint une république soviétique distincte.

(4) En Ingouchétie, les colonies cosaques avaient été expulsées dès 1919 sur l'initiative du ministre Hassan-Hirei Djaboqui.

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2e).

fédérative socialiste de Russie (R.S.F.S.R.), grâce au soutien d'Ordjonikidzé et de Kirov, mais l'autonomie des différents groupements historiques leur était accordée sous la forme de districts autonomes, dont les dirigeants élus reçurent le nom prestigieux de « padischahs » (5).

Ce fut la période la plus calme qu'aient connue depuis longtemps les peuples du Caucase. On était alors en pleine N.E.P. et cette « nouvelle politique » n'appelait pas d'actes de grande envergure sur le plan nationalitaire. Les gens du Guépéou poursuivaient assurément leur politique de provocation et d'épuration. Peu à peu, le gouvernement des districts autonomes (le nom de « padischahs » finit par disparaître) était enlevé aux intellectuels caucasiens et confié à des tchékistes (6). Mais ces mesures, prises selon une gradation savante, ne pouvaient provoquer d'émotion suffisamment vaste et profonde pour qu'un soulèvement fût à craindre.

Seul le désarmement général de la population, décrété aussitôt après la création des districts autonomes des Ingouches et des Ossètes, fut interprété comme l'annonce d'un asservissement accru (7). Mais, pour effacer cette impression mauvaise, les représentants du pouvoir central multiplièrent les visites de courtoisie. Kalinine d'abord en 1925, puis Rykov, successeur de Lénine à la présidence du Conseil des commissaires du peuple, et Tchitchérine, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, la même année.

Dans une réunion convoquée à Grozny, la capitale du pays, ils assurèrent que les temps d'oppression des minorités nationales étaient révolus à tout jamais et que « *les héroïques montagnards, défenseurs de la liberté* » connaîtraient désormais « *le bonheur et la prospérité* » (Rykov).

Vorochilov, alors commandant de la région militaire du Caucase du Nord, et Mikoïan, secrétaire du comité régional du Parti, tous deux présents, tinrent des propos analogues (8).

Un peu plus tard, Boukharine et Lounatcharski, commissaire du peuple à l'Instruction publique, rendirent visite à leur tour aux Tchétchènes. Ils vantèrent l'amitié à toute épreuve des peuples de l'U.R.S.S. et déclarèrent que le régime des Soviets était appelé par l'histoire à sauver les montagnards du Caucase.

Hélas !

(5) Ces « padischahs » se recrutaient pour la plupart parmi les intellectuels radicaux devenus communistes. Citon pour le Daghestan, *Samourski, Korkmassov, Dalget, Mamedbekov, Takho-Godi* ; pour la Tchétchénie, *Eldarkhanov, Kourbanov, Tokaïev, Ochaïev, Arsanoukaïev* ; pour l'Ingouchétie, *J. Malsadov, Ziazikov, Albagatchiev, Goïgov* ; pour l'Ossétie du Nord, *Takoïev, Mansourov, Boutaïev, Ramonov* ; pour la Kabardie-Balkarie, *Znieïev, Katkhanov, Kalmykov* ; pour la Karatchie, *Kourdjev* ; pour la Circassie, *Khakati.*

(6) Tel fut le cas, en 1926, de T. Eldarkhanov, président du comité central exécutif de Tchétchénie et de ses adjoints Khamzatov et Chepanov, destitués sous prétexte qu'ils avaient été en rapports avec Alli Mitaïev, homme politique éminent, arrêté en 1923 parce qu'il préparait de concert avec les dirigeants du soulèvement de la Géorgie — une révolte des Tchétchènes. Pour des motifs analogues, on destitua I. Malsadov, président du comité exécutif régional d'Ingouchétie et I. Ziazikov, secrétaire du comité régional du Parti communiste de l'U.R.S.S., à la place de qui Moscou nomma le Russe Tchernoglaze. Les Ingouches avaient vu dans cette nomination une atteinte à leur autonomie et avaient dépêché à Moscou une délégation pour demander le retour de Ziazikov. On leur répondit que Ziazikov était un mauvais communiste tandis que Tchernoglaze en serait un bon. Les Ingouches eurent beau faire valoir qu'il était préférable d'avoir un mauvais communiste originaire du pays qu'un bon d'origine étrangère, leur argument resta sans effet.

(7) L'armement des populations indigènes était traditionnel dans des régions qui furent longtemps peu sûres et infestées de brigands, et ceci bien que ces populations ne fussent pas astreintes au service militaire. Toutefois, beaucoup n'avaient plus d'armes et, comme le Guépéou exigeait une arme de chaque maison, il fallut s'en procurer à la hâte, en les achetant... aux gardes rouges et aux tchékistes.

(8) Mikoïan déclara, (le thème lui était familier) : « *La Caucase du Nord a trois belvédères sur lesquels le gouvernement doit s'aligner : le belvédère paysan, Stavropol; le belvédère cosaque, le Kouban; le belvédère minoritaire, la Tchétchénie* ».

II. — Dix ans d'épreuves

A. — La collectivisation des terres chez les Tchétchènes

La collectivisation des terres devait donner le signal de l'asservissement définitif des peuples du Caucase.

En automne 1929, le comité régional du P.C. tchétchène reçut un télégramme d'A. Andréiev, alors secrétaire du comité interrégional du Parti. Ce télégramme annonçait que le Caucase du Nord serait le premier territoire de l'U.R.S.S. où la collectivisation totale de l'agriculture devait être appliquée et les koulaks liquidés totalement en tant que classe.

Un an auparavant, une conférence dite « des paysans pauvres » avait eu lieu à Grozny sur l'ordre du comité régional et du comité central du Parti. Mais ni les directives du Parti, ni les résolutions de la conférence, qui invitaient les Tchétchènes à solliciter l'aide de l'Etat pour développer leurs exploitations agricoles, n'avaient fait la moindre allusion aux fermes collectives.

Quand le télégramme d'Andréiev fut porté à la connaissance du peuple tchétchène, à qui on le présenta comme une décision du pouvoir central, les Tchétchènes n'y attachèrent pas une importance particulière, pensant que c'était là une des provocations habituelles du Guépéou. Mais lorsque les agents du pouvoir se présentèrent dans les *aouls* et se mirent à confisquer chez les uns la totalité des biens mobiliers et immobiliers, et à arrêter les victimes de cette spoliation avec leurs familles pour les déporter en Sibérie comme « koulaks », chez les autres à confisquer la totalité des biens immobiliers pour les remettre à la ferme collective, le peuple tchétchène tout entier se révolta. Le soulèvement atteignit le maximum d'ampleur à Goïti, à Chali, à Benos où les insurgés avaient à leur tête le mullah Akhmet et les citoyens Kournov, Chita Istamoulov — un ancien partisan rouge —, Iarosse et Khodjasse. Ils occupèrent toutes les institutions officielles, brûlèrent les archives, arrêtèrent les représentants du pouvoir, y compris les chefs du Guépéou, s'emparèrent, à Benos des puits de pétrole et formèrent un gouvernement provisoire qui adressa au Kremlin l'ultimatum suivant :

1° — Cessation des confiscations illégales de biens paysans sous prétexte de « collectivisation » ;

2° — Cessation des arrestations arbitraires de paysans, de leurs femmes et de leurs enfants sous prétexte de liquidation des « koulaks » ;

3° — Rappel à Moscou des chefs du Guépéou et nomination à leur place de fonctionnaires civils pris parmi les Tchétchènes, chargés uniquement de réprimer les délits de droit commun ;

4° — Suppression des soi-disant « tribunaux du peuple » avec leurs juges nommés par décision administrative, et rétablissement des tribunaux — jugeant selon le droit coranique et coutumier — prévus par l'Assemblée constituante de la République soviétique des Montagnes lors de sa session à Vladicaucase en 1921 ;

5° — Cessation de toute immixtion des autorités centrales et régionales dans les affaires intérieures du « territoire autonome de Tchétchénie » et application à ce territoire des seules mesures politiques et économiques approuvées par l'assemblée des représentants tchétchènes, comme le stipule le « statut d'autonomie ».

Liquidation « pacifique »

Les chefs du soulèvement se déclaraient prêts à mettre bas les armes et à reconnaître le pouvoir des Soviets si ces revendications étaient acceptées.

Moscou décida de « liquider pacifiquement » la révolte et envoya une délégation gouvernementale, qui comprenait notamment Cl. Nicolaïeva, membre du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S., et Riskoulov, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de la R.S.F.S.R. Aussitôt arrivée à Grozny, la délégation engagea les négociations. Elle forma une délégation locale chargée de mener les pourparlers et composée des plus hautes autorités religieuses du pays : Chamoudine-Hadji, Sougaïpe Mullah, le mullah Akhma-Tougaïev et des représentants du pouvoir civil : le président du comité exécutif de la région, D. Arsanoukaïev, le secrétaire du comité régional du P.C. de l'U.R.S.S. Khosman (ce dernier, vieux bolchevik de Moscou). Cette délégation se rendit à Chali, localité aux mains des insurgés et déclara à leurs chefs que les agents locaux du pouvoir portaient seuls la responsabilité des événements, car ils avaient agi sans tenir compte des instructions du Parti et du gouvernement. Ces agents seraient d'ailleurs traduits en justice et sévèrement punis dès que les insurgés auraient déposé les armes.

Quant aux revendications des insurgés visant le rétablissement du statut d'autonomie de la Tchétchénie, le « *Message au peuple tchétchène* » émanant de la délégation gouvernementale y répondait implicitement en déclarant que « *le peuple tchétchène continuerait à l'avenir de régler lui-même ses affaires intérieures* ».

Les insurgés jugèrent ces déclarations satisfaisantes et acceptèrent de rentrer chez eux, sans attendre que le gouvernement soviétique ait tenu ses promesses. Un télégramme de la délégation gouvernementale annonçait d'ailleurs qu'à sa demande un détachement de troupes spéciales du Guépéou allait arriver à Chali pour procéder à l'arrestation de tous les agents du pouvoir responsables de ces événements.

Ce télégramme fut diversement commenté. Mais quand les troupes appelées commencèrent à procéder aux arrestations annoncées, le calme revint partout. En trois jours, elles eurent terminé leurs opérations. Mais le quatrième jour, à une heure du matin, elles cernèrent la maison du chef des insurgés, Chita Istamoulov.

Bien qu'il ne s'attendît pas à ce dénouement, Chita résista. Sommés de se rendre, lui et son frère Hassan répondirent par des coups de feu.

Une partie de la maison était en flammes et Hassan grièvement blessé quand, à l'aube, du secours arriva : une centaine de cavaliers tchétchènes armés entourèrent les troupes du Guépéou qui avaient investi la maison de Chita. Après moins d'une heure de combat corps à corps, le détachement du Guépéou fort de 190 hommes était presque entièrement détruit.

Sauvé par ses amis, Chita Istamoulov appela tous les Tchétchènes à la « guerre sainte » pour rétablir l'imanat de Chamil et chasser les incroyants du Caucase. A cet appel, Chali, Goïti et Benos se soulevèrent à leur tour.

Simultanément et presque indépendamment du soulèvement tchétchène, la révolte éclata, sous les mêmes mots d'ordre nationaux et religieux, au Daghestan, en Ossétie, Kabardie, Balkarie et Karatchie.

Fin décembre, des troupes régulières de l'armée rouge se présentèrent aux frontières de la Tchétchénie ; elles étaient conduites par le commandant de la région militaire du Caucase, le général de corps d'armée Biélov ; elles comprenaient quatre divisions d'infanterie, plus la 28e division de fusiliers de Vladicaucase, les élèves officiers de l'Ecole d'infanterie de Vladicaucase et de l'Ecole de cavalerie de Krasnodarsk, trois divisions d'artillerie, deux régiments de chasseurs alpins retirés des frontières de Turquie et d'Iran, qui furent acheminés vers les principaux foyers du soulèvement. On fit appel, en outre, à trois escadrons de troupes spéciales du Guépéou cantonnés à Grosny, Vladicaucase et Makhatch-Kalatch, placés sous le commandement de Kourski, chef-adjoint du Guépéou de la région du Caucase.

Grâce à cette concentration massive de troupes sur le territoire relativement restreint des régions de Chali et de Goïti (où l'on comptait 150.000 habitants) et en l'absence de défenses naturelles, ces deux centres du soulèvement furent occupés, à la mi-janvier 1930. A Goïti, l'état-major des insurgés, Kouriev et Akhmat-Mullah en tête, fut anéanti, tandis qu'à Chali les troupes d'Istamoulov réussirent à gagner les monts de Tchétchénie.

Les pertes de l'armée rouge furent considérables : dans les combats de Goïti, le 82e régiment d'infanterie fut décimé, et sous Chali, Biélov subit des pertes dépassant l'effectif d'une division. A la fin de mars 1930, Biélov ayant reçu des renforts de Ciscaucasie engagea une vaste offensive dont l'objectif était Biénoï, dernier point d'appui des insurgés. Il s'en empara en avril 1930 après deux mois de durs combats et au prix de grosses pertes. Mais la ville était vide : tous les habitants, y compris les femmes et les enfants, s'étaient retirés dans les montagnes. Biélov envoya des parlementaires aux insurgés pour leur proposer une paix honorable : tous ceux qui volontairement regagneraient leurs foyers et déposeraient leurs armes seraient amnistiés. Les insurgés répondirent qu'ils ne reviendraient dans leurs *aouls* que lorsque Biélov et ses troupes les auraient évacués.

« Le vertige du succès »

Au même moment, un changement radical se produisit dans la politique du Parti : Staline reconsidéra sa politique de collectivisation agricole forcée alors en pleine crise.

Une décision du Comité central condamna les « déviations de gauche » commises sur le plan de la collectivisation ; les fermes collectives furent déclarées associations libres et, dans les ré-

gions peuplées de minorités nationales comme la Tchétchénie et l'Ingouchétie, elles furent généralement dissoutes parce que « prématurées » ; on n'autorisa plus que la création d' « associations pour la culture en commun de la terre ». Les dirigeants du parti communistes tchétchène, accusés de « déviation de gauche », furent relevés de leurs fonctions.

En même temps, les troupes était rappelées de Tchétchénie ; une grande quantité d'articles manufacturés fut expédiée en Tchétchénie et vendue à bas prix ; le gouvernement central amnistia tous ceux qui avaient pris part au soulèvement, chefs compris.

Les insurgés regagnèrent leurs *aouls*. Chita Istamoulov revint lui aussi à Chali et une décision des autorités centrales y fit de lui le président de la coopérative agricole.

En automne 1931, Baklanov, chef du Guépéou régional, convoqua Istamoulov pour lui remettre l'acte officiel attestant qu'il était amnistié. Mais en même temps qu'il lui tendait l'acte, il vida sur lui le chargeur d'un Mauser. Grièvement blessé, Istamoulov réussit néanmoins à poignarder le perfide. Les soldats de garde achevèrent Istamoulov. On enveloppa les deux corps dans un manteau et on les transporta en auto à Grozny.

Hassan Istamoulov organisa un nouveau groupe de partisans et, jusqu'en 1935, fit payer cher aux tchékistes l'assassinat de son frère.

Cet assassinat fut le prélude de vastes opérations du Guépéou pour liquider «*les éléments koulaks-contre-révolutionnaires et les idéologues nationalistes et cléricaux*». D'après le pourcentage fixé par le Guépéou de la région de Grozny et de Rostov, et approuvé par le Kremlin, 35.000 personnes furent arrêtées. Une commission extraordinaire composée de trois membres et présidée par G. Kraft, chef du Guépéou, fut chargée de les juger. Il est très difficile d'établir même approximativement le nombre des fusillés, mais parmi les personnes arrêtées bien peu furent remises en liberté.

B. — Persécution religieuse chez les Ingouches

L'Ingouchétie connut comme la Tchétchénie les affres du despotisme, mais sous des prétextes assez différents. Le secrétaire du comité régional du Parti, le Russe Tchernoglaze, était un fanatique de la lutte antireligieuse et, dès son entrée en fonctions, il partit en guerre contre la religion et le « clergé réactionnaire ».

A Vladicaucase, alors capitale commune de l'Ossétie et de l'Ingouchétie, il fonda une section régionale de l' « Association des sans-Dieu », dont il assuma la présidence, et dans *Gerdalo*, un journal en langue ingouche, il fit publier des articles antireligieux, traduits du Russe, de Iaroslavski, Olechouk et du spécialiste des questions islamiques, Klimovitch. Bien plus, des mullahs furent convoqués au Guépéou et on les obligea — sous menace de mort ou de déportation — à signer des déclarations dans lesquelles ils renonçaient à servir la religion, « *activité antinationale et réactionnaire* », et engageaient les Ingouches à adhérer à l'Association des sans-Dieu.

Tchernoglaze ne s'en tint pas là. Il convia ses agents à entamer la lutte contre les partisans de Kunta-Hadji qui, en Ingouchétie, formaient une secte de près de 50.000 membres. Ivanov, le chef de la section du Guépéou de Nazranov, fut le premier à répondre à cet appel. En été 1930, il se rendit à Ekajevo, localité que Dénikine avait déjà détruite sous prétexte qu'elle était favorable aux « rouges », et demanda au président de réunir d'urgence le Soviet rural, sans oublier de convoquer le mullah local. A la réunion, en présence du mullah, Ivanov déclara : « Nous sommes en pleine collecte du blé et votre *aoul* manque de grenier pour recevoir le grain. Comme je ne veux pas confisquer les sacs des paysans, je vous propose, puisqu'il n'y a pas d'autre issue, de transformer la mosquée en silo et d'y cesser tout service religieux à partir d'aujourd'hui. » L'interprète n'avait pas fini de traduire ces paroles qu'une immense clameur s'éleva. Certains criaient: « Tuons ce mécréant ! Plongeons-lui dans le cœur notre poignard ! » Le président du Soviet était impuissant à ramener le calme. Le silence ne se fit que lorsque le mullah se leva pour répondre. S'adressant à Ivanov, il lui dit : « Vos agissements heurtent non seulement le peuple, mais aussi le Tout-Puissant. Je craindrais Dieu si j'obéissais à vos ordres ».

Le président du Soviet proposa de chercher un autre local pour y déposer le grain. « Plutôt que de voir fermer la mosquée, ajouta-t-il, n'importe quel Ingouche donnera sa maison ». Les membres du Soviet furent unanimes à approuver la proposition du président. Ivanov demeura inflexible : « Pour mettre le blé, la première maison venue ne me convient pas. Il me faut la mosquée ». Ce fut de nouveau un beau tumulte. Comprenant que les choses allaient tourner mal, Ivanov quitta la réunion. Il était trop tard. Le même jour, près d'Ekajevo, il fut assassiné par Oujakhov, membre de la secte de Kunta-Hadji. Pour cet assassinat, cinq personnes dont le mullah et Oujakhov furent fusillées et une trentaine d'Ingouches, accusés d'avoir « *fait partie d'une bande de koulaks contre-révolutionnaires* » furent déportés en Sibérie.

Tchernoglaze décida que le meurtre du chef du Guépéou trahissait l'existence d'une conjuration antisoviétique en Ingouchétie. Il résolut de la découvrir et de châtier les pseudo-conjurés.

Une conjuration

En automne 1930, un « agent secret du Japon » arriva en Ingouchétie. Il visita clandestinement les principaux villages, entra en rapports avec les autorités ingouches, eut des entretiens confidentiels avec elles, fit des déclarations de la plus haute importance sur les plans de guerre du Japon contre l'U.R.S.S.

L' « agent japonais » avait établi son quartier général à Dolakovo, chez Radjatt Evloïev, un ancien officier de l'armée tsariste. Une fois terminée sa tournée dans les *aouls*, l' « agent japonais » organisa chez lui une réunion où furent invitées des personnalités ingouches connues pour leurs sentiments antisoviétiques.

Le propriétaire du logement, ancien officier tsariste, avait la confiance des Ingouches. Tous les assistants se connaissaient les uns les autres et avaient la réputation d'être des hommes sûrs, énergiques et résolus. L' « agent japonais » et Radjatt Evloïev exigèrent que les assistants prêtassent serment sur le *Coran*. Chacun d'eux jura de garder le secret en ce qui concerne les « plans » qui allaient être élaborés et de ne dénoncer personne.

Quand ce cérémonial fut achevé, le délégué japonais fit un exposé de la situation. Il affirma que le Japon était sur le point de déclarer la guerre à l'U.R.S.S. Il aurait à ses côtés d'autres grandes puissances ; en outre, il bénéficierait de l'appui des peuples opprimés par les bolcheviks. Au Caucase, la plupart des petites nations, en dehors des Ingouches, avaient donné l'assurance au Japon qu'elles le soutiendraient en opérant à

l'arrière des troupes soviétiques. En outre, le délégué japonais était chargé par son gouvernement d'inciter les Ingouches à adhérer au « pacte de libération des peuples ».

Le « délégué japonais » parla longtemps, se montra convaincant et logique. Son visage authentiquement japonais donnait du poids à ses propos et reflétait la sincérité. En terminant, il déclara que, sans attendre le début des hostilités, le Japon était décidé à aider ses alliés en leur remettant des fonds et des armes : le représentant du Mikado avait d'ailleurs apporté de l'argent et des armes pour les hommes appelés à prendre le commandement.

Quand il eut fini son exposé, le « Japonais » demanda aux assistants s'ils approuvaient les plans du Japon pour libérer l'Ingouchétie. Ayant reçu une réponse affirmative, le délégué nomma chacun des présents « commandant de groupe ».

Les « commandants » reçurent des armes de modèle japonais et des épaulettes également japonaises. Quant à l'argent, il serait remis par des représentants que le délégué désignerait au fur et à mesure que l' « action militaire clandestine » se développerait. Les Ingouches recevraient l'ordre de déclencher l'action au moment de la déclaration de guerre du Japon.

La réunion prit fin. Le « délégué japonais » repartit, heureux du succès de sa mission. Les Ingouches enterrèrent armes et épaulettes en attendant la déclaration de guerre et les ordres. Mais comme on pouvait le présumer, la guerre n'éclata pas ; par contre l'Ingouchétie fut envahie par les troupes du Guépéou : en quelques jours, des arrestations en masse furent opérées dans presque tous les *aouls* importants. Tout l' « état-major » des conjurés fut arrêté, armes et épaulettes déterrées pour servir de « pièces à conviction ». Mais on laissa en liberté Radjatt Evloïev qui avait prêté son concours au « délégué du Japon », et le « Japonais » lui-même, un Mongol au service du Guépéou.

Vingt et un Ingouches fusillés, quatre cents déportés sans jugement, tel fut le résultat de cette nouvelle provocation.

Les mosquées transformées en greniers

Après cette brillante opération, Tchernoglaze prit de l'importance aux yeux du Guépéou. On le donna en exemple à tous les autres secrétaires du Parti dans les régions peuplées de minorités nationales. Encouragé, dès qu'il eut terminé l'opération du « délégué du Japon », il fit arrêter tous les chefs de sectes religieuses (sectes du Kunta-Hadji, de Batal-Hadji et du cheik Deni Arssanov) dont l'existence était bien antérieure à la Révolution russe, certaines remontant à 1861, mais dans lesquelles il voulait voir des organisations contre-révolutionnaires camouflées.

L'arrestation des chefs et des fondateurs des sectes religieuses fit sur les Ingouches une impression désastreuse. Les plaintes affluèrent au Kremlin. une délégation d'Ingouches, qui comptait parmi ses membres des compagnons d'Ordjonikidzé et de Kirov, se rendit à Moscou pour demander à Kalinine de relever Tchernoglaze de ses fonctions afin de « rétablir en Ingouchétie l'ordre et la paix ». Mais toutes ces plaintes étaient renvoyées pour examen à Tchernoglaze, et l'examen se terminait généralement par l'arrestation des personnes qui avaient apposé leur signature au bas des « calomnies contre-révolutionnaires des mullahs ». Les plaintes continuant, Tchernoglaze résolut de parcourir toute l'Ingouchétie et de faire comprendre une fois pour toutes aux Ingouches qu'il n'était pas disposé à ménager les rapporteurs, fussent-ils d'anciens « partisans rouges ».

Galachki fut la première ville où il s'arrêta. Aux paroles qu'il y prononça, le vieux Bekmourziev répondit, aux applaudissements de toute l'assistance : « Sur cette même place, nous avons entendu, il y a 25 ans, le colonel Mitnik qui, comme toi, commandait alors les Ingouches. Mitnik exigeait au nom du *sardar* (le vice-roi du Caucase) que nous remettions des armes que nous n'avions pas. Mitnik était personnellement un homme respectable, mais le gouvernement du Tsar était haïssable. Aussi, avec ce poignard (le vieillard montra l'arme qu'il portait sur sa poitrine) j'ai-je assassiné sur place. Pour cela, je fus condamné aux travaux forcés à perpétuité. Douze ans après, la révolution m'a libéré. Le pouvoir des Soviets est un bon pouvoir, mais toi, Tchernoglaze, tu es un mauvais homme. Je ne veux pas ta mort. Mais je te donne un bon conseil : quitte l'Ingouchétie alors que ta vie est encore sauve. Le peuple entier t'en veut. Dieu le sait : on finirait par te tuer... »

Meurtre de Tchernoglaze

Tchernoglaze fit arrêter ce « vieux brigand ».

Le soir même, à un endroit où la route traverse un bois, Tchernoglaze était tué dans son auto. Deux autres membres du comité régional qui l'accompagnaient et qui étaient restés indemnes furent épargnés et laissés libres. L'auto détruite et le cadavre de Tchernoglaze furent abandonnés sur la route. Les auteurs de l'attentat se contentèrent d'emporter la tête de Tchernoglaze, comme Oleg, prince de Kiev, l'avait fait au cours de la guerre contre les Petchénègues.

Le meurtre de Tchernoglaze coûta cher aux Ingouches. La première personne arrêtée, sous l'inculpation d'avoir organisé l'attentat, fut l'ex-secrétaire du comité régional du Parti communiste d'Ingouchétie, Idrias Ziazikov, bien qu'il fût à Moscou au moment du meurtre.

En même temps, on emprisonna sa femme, ses amis et toute sa famille. Dans les *aouls*, on arrêta toutes les personnes portées sur les listes de «suspects » dressées par le Guépéou.

Les « chefs » du complot, Ziazikov en tête, furent jugés à Moscou par le Tribunal suprême de l'U.R.S.S. Les auteurs de l'attentat donnèrent comme raison du meurtre de Tchernoglaze la politique de provocation qu'il avait suivie en Ingouchétie. La réponse d'un des accusés au président du Tribunal est restée célèbre. Comme ce dernier lui demandait où était la tête de Tchernoglaze (elle ne fut jamais retrouvée), il s'attira cette réplique : « *Tchernoglaze n'avait pas de tête. S'il en avait eu une sur ses épaules, il ne se serait pas attardé en Ingouchétie.* »

Les accusés, y compris Ziazikov, furent condamnés à mort. Sur l'intervention d'Ordjonikidzé et de Mikoïan, la peine de mort infligée à Ziazikov fut commuée en dix ans de réclusion. Les autres condamnés furent exécutés.

C. — Un « complot » nationaliste

La paix n'était pas revenue chez les Tchétchènes. Les groupes de partisans tenaient toujours la montagne et chaque printemps un soulèvement paysan éclatait, auquel n'étaient pas étrangères les provocations des tchékistes. Ces derniers appliquaient sur une vaste échelle la vieille méthode des otages, mais, tandis que du temps des Tsars, les otages étaient remis en liberté lorsque le « brigand » se rendait, on ne connaît pas de cas où les otages tchétchènes et ingouches au-

raient été remis en liberté après la reddition de la personne recherchée, et cela en dépit des promesses.

Les provocations du Guépéou prenaient les formes les plus inattendues. Ainsi, le comité régional du P.C. tchétchène (à la tête duquel se trouvait un Russe de Moscou, Egorov) décida un beau jour d'installer une porcherie à Dargo, un *aoul* situé en pleine montagne. A ses collègues du comité, qui lui conseillaient de ne pas appliquer une décision qui soulèverait l'indignation de la population (les Tchétchènes-Ingouches, en tant que musulmans, ont le tabou du porc), Egorov fit cette réflexion : « *Tant mieux pour les cochons si les Tchétchènes n'en mangent pas ; de cette manière, ils ne les voleront pas.* » Et il accusa ses collègues tchétchènes-ingouches d'être encore sous l'emprise des préjugés de race.

La porcherie fut donc installée. Mais elle ne dura pas longtemps. Le jour même, les cochons furent saignés par les Tchétchènes qui, bien entendu, les laissèrent sur place.

On n'emmena plus de cochons dans la montagne, mais le N.K.V.D. arrêta à Dargo une trentaine d'habitants et les expédia en Sibérie pour venger ses porcs.

Selon les tchékistes, l'hostilité au pouvoir soviétique ne pouvait être spontanée. Elle était l'œuvre d'un « centre national contre-révolutionnaire » tchétchène qui devait être en rapports avec les émigrés, et, pour le découvrir, ils en créèrent un de toutes pièces.

Ce fut l'œuvre de la section du Guépéou pour le Caucase du Nord, dont le chef était alors Kourski (qui, devenu l'adjoint de Iejov, devait par la suite « se suicider ») et des services tchétchènes dirigés par G. Kraft.

Des agents du Guépéou furent chargés de surveiller des personnalités tchétchènes jusqu'au sein du Parti ; d'autres, de les mettre en contact les unes avec les autres, ou de leur faire rendre visite par des suspects venus de la montagne. En même temps, le Guépéou avait chargé certains de ses agents à l'étranger de surveiller les émigrés caucasiens, en particulier l'entourage de l'ancien président de la République des Montagnes, Tana Tchermoïev, et de faire adresser des lettres de l'étranger aux intellectuels ou personnalités demeurés au pays.

Le résultat fut le déferlement d'une nouvelle vague d'arrestations qui, à l'automne 1932, engloba près de 3.000 personnes, toutes accusées d'avoir formé le « *centre national contre-révolutionnaire* » de Tchétchénie pour préparer et déclencher un soulèvement.

Dans un discours prononcé devant le comité régional, Evdokimov se référa aux lettres envoyées de l'étranger par le « *millionnaire Tchermoïev* ». Il raconta (son discours fut publié dans le *Bolchevik* du Caucase du Nord) que, dans ses lettres, Tchermoïev appelait ses partisans à se préparer à un soulèvement général qui serait soutenu — en armes et en matériel — par les puissances occidentales, l'Angleterre au premier chef (9).

De tels « documents » suffisent à décider du sort de milliers d'hommes. On ignore le nombre exact des victimes parmi les simples gens.

Les honneurs que valut aux tchékistes la découverte d'un pareil complot les encouragèrent à poursuivre leur action. Désormais, l'idée s'ancra dans les esprits qu'il fallait chercher les brigands contre-révolutionnaires aussi bien dans le cabinet du savant, les ateliers et les laboratoires, voire les comités du Parti, que dans la montagne. Ils firent au Kremlin les rapports les plus effrayants, et pour justifier leurs dires, pour montrer leur vigilance et leur dévouement, ils ne cessèrent plus d'organiser eux-mêmes de prétendus complots contre le régime ou de pousser les populations à la révolte.

D. — Accalmie

Les cris de souffrance et de révolte du peuple tchétchène-ingouche étaient tels que le « gouvernement » fantoche du district autonome de Tchétchénie-Ingouchétie se décida à mettre le gouvernement central au courant de la situation.

Une occasion favorable se présenta en automne 1935.

Ordjonikidzé vint en villégiature à Piatigorsk. A la demande du gouvernement de Tchétchénie-Ingouchétie de bien vouloir le recevoir, Ordjonikidzé répondit par un télégramme d'invitation.

La délégation tchétchéno-ingouche, comprenant Alli Gorkhenov, président du gouvernement, Bakhaïev, deuxième secrétaire du comité régional du Parti (le premier secrétaire n'était jamais un Tchétchène), Goïgov, Mestniev, Okouiev, membres du gouvernement, d'anciens partisans et compagnons d'Orjonikidzé comme Kh. Ortskhanov, Albert, Albegatchiev, se rendit à Piatigorsk et fut reçue par Ordjonikidzé selon les meilleures traditions du Caucase.

La première chose qui frappa Ordjonikidzé, lui-même Caucasien, fut de voir que les anciens partisans ne portaient plus le poignard, le N.K.V.D. en avait prescrit le port. Quand on lui en eut donné la raison, Ordjonikidzé s'écria : « *Un Tchétchène sans poignard, c'est comme un Européen sans cravate* ». Et il promit d'attirer l'attention sur cette « loi idiote ».

Les délégués firent à Ordjonikidzé un tableau détaillé de la situation, lui parlèrent des fermes collectives, des stations de machines agricoles et de tracteurs, des routes, des écoles, des hôpitaux, du naphte, mais passèrent sous silence la chose essentielle : le N.K.V.D.. Ils comprenaient parfaitement qu'en définitive tout le mal venait de là et que tant que le dernier des argousins de la tchéka aurait *pratiquement* plus d'autorité que le premier ministre, l'atmosphère politique en Tchétchénie-Ingouchétie ne pourrait être assainie ; mais ils savaient qu'on ne se plaint jamais impunément du N.K.V.D.

Ordjonikidzé s'indigna tout particulièrement quand la délégation lui apprit qu'après l'organisation des fermes collectives, on avait enlevé aux Tchétchènes-Ingouches leurs chevaux de selle. « *Là, camarades, c'est exagéré,* s'exclama-t-il. *On n'a pas idée d'enlever aux Tchétchènes leurs*

(9) La légende que les Anglais devaient libérer le Caucase était tellement répandue en Tchétchénie que n'importe quel autochtone s'en serait fait l'écho. Ne suffisait-il pas, d'ailleurs, de se référer aux chefs religieux les plus éminents du temps du Tsar ? L'auteur entendit émettre cette opinion pour la dernière fois en 1942, au cours d'une discussion passionnée entre Tchétchènes. « Nous donnons notre tête à couper que l'Allemand ne viendra pas, mais l'Anglais viendra, et encore pas par l'Ouest mais par l'Est », soutenaient la plupart d'entre eux. Or, à ce moment, l'Allemand était déjà à la frontière de Tchétchénie, sur la rive droite du Terek. On ignore d'où vient cette légende, mais les tchékistes y croyaient non moins que ceux qui l'avaient imaginée et chaque soulèvement tchétchène était mis au compte de l' « Intelligence Service ».

Ironie du sort, pendant 85 ans (depuis Chamil) l'Okhrana et la Tchéka accusèrent à l'envi les Tchétchènes d'être anglophiles, et la 86e année, Staline les fit déporter sous prétexte qu'ils étaient « germanophiles ». Ce n'est qu'à l'étranger, que l'auteur s'est convaincu que les prétendues lettres de Tchermoïev étaient apocryphes et que le Guépéou les avait lui-même dictées.

coursiers ! De tout temps, les montagnards caucasiens se sont glorifiés qu'aucun autre peuple ne pouvait les surpasser comme cavaliers » — « *Cette loi s'applique à tout le territoire de l'Union* », répondirent les délégués.

Ordjonikidzé promit d'en parler au « patron » quand il serait de retour à Moscou et de proposer au Comité central du Parti et au Conseil des commissaires du peuple un certain nombre de mesures pour améliorer les choses en Tchétchénie-Ingouchétie.

Quelques mois après le retour d'Ordjonikidzé à Moscou, deux décisions gouvernementales parurent dans la presse : l'une autorisait le port du poignard partout où il faisait partie du costume national, l'autre admettait qu'on dérogeât en Tchétchénie-Ingouchétie au statut de l'association agricole (kolkhozes) pour permettre aux kolkhoziens de garder leurs chevaux de selle. Et ce fut tout.

Toutefois, après la visite du gouvernement tchétchène-ingouche à Ordjonikidzé, les tchékistes adoptèrent une attitude plus circonspecte et moins arrogante. La fin de 1935, toute l'année 1936 et le début de 1937 se passèrent sans incident. Les tchékistes ayant cessé leurs provocations, il n'y eut pas de soulèvement. Quelques agents du N.K.V.D. furent encore assassinés, mais il s'agissait là de vieux règlements de comptes. Les groupes de partisans eux-mêmes, qui opéraient dans la montagne, mirent leur activité en sourdine. Le major Saadullah Magomaïev, chef des partisans (il était insaisissable et resta 14 ans à la tête des montagnards partisans ; « major » était le surnom honorifique que les partisans lui avaient donné), prescrivit à ses groupes de ne pas toucher aux fonctionnaires russes à l'exception des tchékistes, mais de ne pas épargner les fonctionnaires tchéchènes-ingouches quand il s'agissait de communistes. « *Les Russes qui nous combattent sont en service commandé, tandis que les fonctionnaires tchétchènes-ingouches nous combattent par lâcheté. Grâce pour les premiers, mort aux lâches* » (10).

Naissance de la République tchétchène-ingouche

Cette espèce de trêve semblait devoir se prolonger. Le 5 décembre 1936, après le vote de la nouvelle constitution de l'U.R.S.S., le district autonome de Tchétchénie-Ingouchétie fut transformé en *République socialiste autonome des Tchétchènes-Ingouches*.

A cette occasion, il y eut dans tous les *aouls* des solennités au cours desquelles les Tchétchènes-Ingouches exprimèrent leur sincère gratitude au pouvoir central pour la haute marque de confiance que traduisait la fondation de la « *république autonome* ».

Et quand la « *Constitution de la République soviétique socialiste des Tchétchènes-Ingouches* » qui fixait les droits imprescriptibles et « souverains » du peuple fut promulguée à son tour, cette gratitude se changea en liesse générale. Le peuple prit au sérieux ces deux « *actes historiques* », qui semblaient annoncer la fin longtemps désirée de l'arbitraire du N.K.V.D.

Chez la mère de Staline

Les femmes tchétchènes elles-mêmes partageaient l'allégresse générale, dans l'espoir que désormais leurs maris et leurs fils auraient une vie moins mouvementée. Alors qu'elles se tenaient d'ordinaire à l'écart de la vie politique, elles prirent au printemps de 1937 l'initiative de former une délégation, présidée par Amanat Islamonova, et de l'envoyer à Tiflis pour remercier la mère de Staline, Kéké Djougachvili, de la « *bonté paternelle de son fils envers le peuple tchétchène-ingouche* ».

La délégation remit de riches présents, fabriqués dans le pays, à la vieille femme, qui reçut les déléguées avec beaucoup de solennité dans l'ancien palais du vice-roi du Caucase Vorontsov-Dachkov.

Répondant aux femmes tchétchènes qui faisaient l'éloge de son fils, Kéké répondit qu'elle « *souhaitait à toutes les mères d'avoir un fils comme le sien* », et elle les assura qu'elle demanderait à son fils de continuer à se montrer « *doux et bon* » à l'égard des frères Kistintsi (c'est ainsi que les Géorgiens ont coutume d'appeler les Tchétchènes-Ingouches).

Iejov devait se charger bientôt de montrer aux Caucasiens jusqu'où pouvait aller la douceur de ce si bon fils.

E. -- La grande épuration de 1937

Dans la nuit du 31 juillet au 1er août 1937, conformément aux listes établies par le N.K.V.D., eut lieu sur le territoire tchétchène-ingouche l' « *opération générale pour ratisser tous les éléments antisoviétiques* ». Tous les « ratissés » furent transportés dans les camions du N.K.V.D. à Grozny, capitale de la république. Quand les deux prisons du N.K.V.D. furent pleines, la prison intérieure (destinée aux contre-révolutionnaires invétérés) avec un millier de détenus et la prison extérieure avec quatre milliers de prisonniers, les personnes arrêtées furent entassées dans le principal garage du « Grozneft » (trust du naphte de Grozny), (5.000 personnes), dans les locaux du Club Staline, au moulin de Vacharov (3.000 personnes), à la Milice (300 personnes). Dans tout le pays, les locaux de la milice et du N.K.V.D. furent remplis de « *résidus* » contre-révolutionnaires qu'on « *liquidait* ». Au total, dans cette nuit de juillet, au cours de l' « *opération*

(10) Un incident consécutif à la publication de ce manifeste fit grand bruit dans toute la République. Au printemps 1940, Smolkine, secrétaire régional du Parti communiste de l'U.R.S.S. en Tchétchénie, se rendit en mission dans le « rayon » de Galangoje, dont la plus grande partie se trouvait aux mains des partisans. Trois tchékistes et un Tchétchène fonctionnaire du Parti l'accompganaient. En pleine forêt, dans un col de montagne entre Chalan et Yalkharoï, Smolkine et ses compagnons furent cernés par les partisans de Saadullah. Les tchékistes comprirent vite ce qui les attendait et, abandonnant leurs chevaux, s'enfuirent dans la forêt. Déconcertés, Smolkine et son guide tchétchène furent faits prisonniers. Les partisans les désarmèrent, s'emparèrent de leurs papiers et les enfermèrent dans une prison aménagée dans un village. Etant donnée l'importance de ces prisonniers, le « major » tint à les juger lui-même. Devant la cour martiale, Smolkine confirma qu'il était bien celui dont les nom et qualité figuraient sur les papiers qu'on lui avait enlevés : secrétaire du comité régional du Parti, c'est-à-dire deuxième personnage de la République tchétchène-ingouche, il exécutait la mission que le Parti et le gouvernement lui avaient confiée. Quant au guide tchétchène, il déclara qu'en tant que fonctionnaire son devoir était d'accompagner son chef. La cour martiale prononça la sentence suivante : « En tant que communiste russe, Smolkine est acquitté; le traître tchétchène est condamné à être fusillé ». Smolkine revint sain et sauf dans la capitale de la République, où cette fois les agents du N.K.V.D. l'arrêtèrent comme « traître à son pays ».

générale », puis en août et septembre, on arrêta sur le territoire de la république près de 14.000 personnes, 3 % environ de la population.

Bien entendu, tous les articles de la « Constitution pansoviétique et tchétchéno-ingouche concernant les « droits suprêmes » des citoyens furent foulés aux pieds sans vergogne tant au moment des arrestations qu'au cours de l'instruction judiciaire : il n'y eut pour toutes les personnes arrêtées qu'un mandat d'arrêt « délivré par le Procureur général de l'U.R.S.S. et un seul jugement, prononcé en dehors de la présence des accusés: la « troïka » extraordinaire du N.K.V.D., composée de trois personnages : Egorov, premier secrétaire du comité régional du Parti, Démétriev, chef du N.K.V.D., et Paroubaïev, « procureur spécial » de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchétie les condamna, en prenant leurs noms sur la liste, les uns à mort, les autres au camp de concentration.

Il n'est pas possible de chiffrer le nombre des gens fusillés, mais, chaque nuit, dans les caves-prisons du N.K.V.D., sous le bruit assourdissant des moteurs d'automobiles qu'on faisait pétarader, on fusillait en série, selon une méthode nouvelle.

Les exécutions se faisaient, en effet, de la manière suivante : étant donné qu'on n'arrivait pas à fusiller individuellement dans le délai prescrit tous les condamnés à mort par la « troïka », on avait aménagé dans la cave de la façade-nord de l'immeuble du N.K.V.D. (côté de la Sonnja) une chambre spéciale où l'on fusillait par groupes entiers. Les tchékistes avaient baptisé cette cave la « cellule d'étapes » parce qu'en y enfermant les condamnés à mort on leur disait qu'on allait les diriger par « étapes » sur la Sibérie. Cette « cellule d'étapes » était en béton et complètement isolée. Dans le plafond aussi bien que sur les côtés, on avait pratiqué des meurtrières à travers lesquelles on dirigeait sur les condamnés le feu des mitraillettes. Les corps des fusillés étaient ensuite transportés de nuit en camions automobiles, recouverts d'une bâche, en un lieu situé au pied du mont Goriatchévoda, transformé en « réserve d'Etat », où se trouvait le « *cimetière fraternel* » (11) des suppliciés.

L' « *opération générale* » poussa des centaines et des milliers de Tchétchènes-Ingouches dans les rangs des partisans dont les anciens groupes reprirent les hostilités. Dans les régions de Galantchoje, Goudermès et Kourtchaloïéva, les partisans fusillèrent les chefs des sections locales du N.K.V.D. En septembre, entre Grozny et Nazran, les partisans firent dérailler un train militaire. A la fin de ce même mois, la *Pravda* publia un article retentissant « de son correspondant particulier », sous le titre : « *Un foyer nationaliste bourgeois en Tchétchénie-Ingouchétie* ». L'auteur de l'article manifestement inspiré par le Comité central du Parti, démontrait qu'en Tchétchénie-Ingouchétie la direction générale du Parti et le gouvernement étaient entre les mains de « nationalistes bourgeois » qui poussaient le peuple tchétchène-ingouche dans une voie antisoviétique. Sans le dire ouvertement, l'auteur et le journal engageaient le N.K.V.D. à « *nettoyer à fond ce foyer nationaliste-bourgeois* ».

Le foyer nationaliste-bourgeois

Au début d'octobre 1937, Chkiriatov, membre suppléant du Politbureau, président du Collège de la commission de contrôle politique près le Comité central et successeur de Kirov, arriva en Tchétchénie-Ingouchétie suivi d'un état-major de tchékistes, et le nettoyage de ce «foyer nationaliste-bourgeois » commença aussitôt.

Le 7 octobre, le comité de district de Tchétchénie-Ingouchétie se réunit à Grozny. Outre les membres du comité du Parti, on avait invité des communistes occupant des postes de responsabilité dans les localités urbaines et rurales. A cette réunion, Chkiriatov nettoya de sa propre autorité le « foyer » incriminé. Il ordonna l'arrestation de tous les Tchétchènes-Ingouches membres du comité du district. Ils furent arrêtés sur-le-champ, dans la salle même de la réunion. L'ordre de Chkiriatov fut ensuite étendu à tous les fonctionnaires tchétchènes-ingouches du Parti et du gouvernement, depuis le président de la République jusqu'au moindre président de soviet rural.

Ainsi, dans le courant d'octobre-novembre 1937, on arrêta les personnalités communistes suivantes :

A. Gortchkhanov, président de la République ;
A. Salamov, vice-président de la République ;
Kh. Vakhaïev, deuxième secrétaire du comité régional du Parti communiste de Tchétchénie;
M. Mamakaïev, directeur du comité régional du P.C. de l'U.R.S.S. pour le travail culturel dans l'industrie ;
Kourkiev, directeur de la section d'organisation du comité régional du P.C. de l'U.R.S.S. ;
A. Malsagov, commissaire à l'Agriculture ;
S. Kazaliev, commissaire à la Santé publique ;
K. Oujakhov, commissaire à l'Industrie régionale ;
G. Goïgov, commissaire aux Finances ;
Kh. Okouïev, commissaire à l'Instruction publique ;
M. Khaniev, président du Tribunal suprême de Tchétchénie ;
Kh. Mekhtniev, procureur de la République;
M. Islamov, président de la Commission du Plan ;
M. Altémirov, délégué de la République des Tchétchènes-Ingouches auprès du Comité central exécutif de l'U.R.S.S.
A. Toutchaïev, directeur des Chemins de fer ;
Ch. Saparov, directeur de l'Union des coopératives de la République ;
I. Kourbanov, directeur des services techniques du ravitaillement de l'industrie du naphte ;
D. Arsanoukaïev, directeur du bureau des recherches de l'industrie du naphte.
S. Arsanov, directeur de l'Institut des recherches scientiques ;
Ch. Aïskhanov, président du comité de la radio ;
S. Nadouïev, président de l'Union des écrivains soviétiques ;
Kh. Arsanoukaïev, rédacteur en chef du journal *La voie de Lénine ;*
Kh. Iakhmaatov, directeur du Théâtre national;
Z. Chirnov, directeur du Musée d'Etat ;
G. Mépournov, compositeur, directeur de la Philharmonie ;
D. Chéripov, président de l'Ordre des avocats;
M. Chataïev, directeur du service des eaux ;
Z. Méjadov, secrétaire responsable du Comité exécutif de la République ;
A. Eldarkhanov, directeur des services commerciaux ;
M. Tchékouïev, directeur de la Banque ;
K. Arsanoukaïev, directeur des services de collecte du grain ;
Le professeur Kh. Iandarov ;
Les chargés de cours D. Malsagov et A. Matsiev, auteurs de la *Grammaire scientifique tchétchène ;*

(11) Expression couramment employée au début de la révolution d'Octobre pour désigner les fosses communes où l'on enterrait les révolutionnaires morts au combat. (N. du tr.).

Les écrivains A. Nojaïev, M. Salmouraïev, A. Doudaïev, etc ;

Les secrétaires des comités de rayon du Parti: Chakhguiréïev, Bekhtémirov, Ediev, Palaïev, Aziev, Khaniev, Gougaïev, N. Kazaliev, G. Gougaïev, Oukouïev, Salmourzaïev, Djabraïlov, Viedzijev, Omarov, Harnourziev, Zarmaïev, Mounaïev, Tchapalov, Eldarkhanov, Djafarov, etc...

On arrêta également les présidents des comités exécutifs de « rayon » (la république tchétchène-ingouche comprenait 23 « rayons »), la quasi-totalité des présidents de soviets ruraux, de fermes collectives (kolkhozes) et des fonctionnaires du Parti chargés du travail d'organisation.

En même temps, toujours pour nettoyer le « foyer de nationalisme bourgeois », on arrêta les fonctionnaires de tous les services gouvernementaux, dans les villes, dans les « rayons » et dans les localités rurales.

Sur les 23 chefs de sections de rayon du N. K.V.D., un seul — Gaïtiev — était tchétchène. Il fut arrêté au cours de cette opération.

En dehors des fonctionnaires de la République, on arrêta d'une part des Tchétchènes-Ingouches qui avaient quitté le pays depuis longtemps tels que D. Tokaïev, membre du comité central du P.C. d'Azerbaïdjan, Kh. Omaïev, directeur de l'Institut pédagogique du Caucase du Nord, M. Omarov, instructeur au Comité du Parti pour le Caucase du Nord, A. Avtorkhanov, professeur à l'Institut pédagogique Boubnov de Moscou (12), Idris Ziazikov, qui n'avait pas même purgé sa peine antérieure, et beaucoup d'autres personnes.

Les arrestations se poursuivirent jusqu'en novembre 1936. A ce moment, la république tchétchène-ingouche était censée ne plus abriter d' « ennemis du peuple ».

Le procès des Tchétchènes

Trois années durant, les juges d'instruction tchékistes préparèrent le procès de l' « *organisation terroriste d'espionnage et de sabotage antisoviétique des boukhariniens-trotskistes et des insurgés contre-révolutionnaires nationalistes-bourgeois* ». Au total, 137 hauts fonctionnaires de la République furent inculpés d'affiliation au « *centre nationaliste-bourgeois de Tchétchénie-Ingouchétie* », lequel était prétendument en liaison avec les autres « centres » nationalistes du Caucase du Nord (Daghestan, Ossétie, Kabardie-Balkarie, Karatchie, Circaucasie) en vue soi-disant de proclamer, sous le protectorat de la Turquie et de l'Angleterre, la « *République fédérale du Caucase du Nord* » (13).

L'instruction dura trois ans. La torture fit avouer les neuf dixièmes des inculpés (certains se suicidèrent pour y échapper). C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que Salamov, ancien vice-président de la République des Tchétchènes-Ingouches reconnut que, pour la réussite du soulèvement, les Anglais avaient livré, en les faisant passer par la Turquie, 50 canons de montagne, 1.000 mitrailleuses, 200.000 fusils, 5 millions de cartouches, 10.000 obus et grenades, etc., et qu'ils avaient promis, en outre, d'envoyer des avions. Comme Salamov avait indiqué l'endroit où tout ce matériel de guerre avait été caché, les tchékistes fouillèrent la montagne. Il va sans dire qu'ils n'y découvrirent rien, et les tortures continuèrent.

Mais devant le tribunal militaire du Caucase du Nord, un seul inculpé, sur les 120 qui avaient survécu, l'ex-mullah Akhma-Tougaïev, se reconnut coupable. Tous les autres déclarèrent à l'unisson que les crimes qu'on leur imputait étaient purement imaginaires et leurs « aveux » forgés de toutes pièces. Ils montrèrent les traces des tortures qu'ils avaient subies (blessures, dents cassées, membres amputés ; l'un d'eux avait été émasculé au cours d'un interrogatoire) et ils déclarèrent n'avoir signé ces « aveux » mensongers que sous l'effet des tortures et dans l'espoir que, de cette manière, ils hâteraient leur jugement ou leur mort. Toute l'accusation reposait sur ces « aveux » extorqués.

Ce n'est que beaucoup plus tard que l'on connut les raisons secrètes des « aveux » de Tougaïev. De la cellule des condamnés à mort, il avait adressé une lettre à Kalinine pour demander sa grâce. Dans cette lettre, Tougaïev indiquait qu'il avait reconnu devant le tribunal les crimes qu'on lui reprochait parce que le N.K.V.D. lui avait promis en échange de remettre en liberté les membres de sa famille arrêtés en même temps que lui et de lui laisser la vie sauve.

Pour faciliter le travail des juges, on avait divisé les inculpés en trois groupes : les « dirigeants », dont Tougaïev, les « idéologues » et les « terroristes ». Le tribunal ne se prononça que sur le premier groupe. Trois des accusés, dont Tougaïev, furent condamnés à mort, les autres à des peines variant de 7 à 25 ans de prison.

Le Kremlin commua la peine des trois condamnés à mort, réduisit le temps de détention des autres et, pour le reste, confirma le verdict. Le tribunal militaire ordonna la mise en liberté de tout le « groupe terroriste » et n'instruisit pas le procès des « idéologues ». Dans des cas semblables, le N.K.V.D. disposait de son propre tribunal : la « commission spéciale ». Tous les inculpés qui n'avaient pas de dossier furent jugés par cette commission. Ainsi fut inventé et liquidé le « centre nationaliste-bourgeois » de Tchétchénie-Ingouchétie.

A la place des hommes politiques autochtones évincés, on nomma des étrangers au pays qui ne connaissaient ni la langue, ni les mœurs, ni à plus forte raison l'histoire des populations qui leur étaient confiées. Du coup, la représentation du peuple, de même que le trait d'union entre ce dernier et le pouvoir que constituaient les intellectuels tchétchènes-ingouches, furent supprimés.

(12) L'auteur de la présente étude.

(13) Tous les inculpés étaient membres du Parti. Presque tous y avaient adhéré depuis la mort de Lénine. Pour plus d'un tiers (52), ils avaient été formés dans les écoles supérieures du Parti.

III. — La fin de la République des Tchétchènes-Ingouches

A) — Le soulèvement d'Israïlov (1940)

Au début de 1940 éclata un des plus larges soulèvements auxquels les Soviétiques aient eu à faire face dans les monts de Tchétchénie-Ingouchétie. Les chefs en étaient des intellectuels, le juriste Maïrbek Cheripov et l'écrivain Hasan Israïlov : le fait est caractéristique. Ce n'étaient plus des mullahs ou des cheiks, faisant appel au sentiment religieux qui se dressaient contre les Soviets, mais les laïcs obéissant à des mobiles politiques nationaux et révoltés contre la politique coloniale du Kremlin. Ils avaient d'ailleurs été formés dans les écoles du Parti et des carrières de satrape s'ouvraient devant eux dans « l'ap-

pareil communiste » et dans l'administration s'ils avaient voulu soutenir sans réserve contre leurs compatriotes l'impérialisme colonial de Staline.

Hasan Israïlov

Hasan Israïlov était né en 1910 à Nachkoï (Tchétchénie), le plus jeune enfant d'une famille qui en comptait six. En 1929, il termina ses études à Rostov-sur-le-Don. Cette même année, il passa des Jeunesses communistes, auxquelles il appartenait depuis des années, dans le Parti. Mais il ne prit pas une part active aux discussions politiques et se consacra exclusivement à des travaux littéraires pour lesquels il se passionnait.

Il écrivit surtout des vers et des pièces de théâtre. Par profession et avec le secret désir de dire la vérité (dans la mesure où l'on pouvait la dire dans les conditions soviétiques), Israïlov devint correspondant particulier de la *Krestianskaïa Gazetta* (Gazette paysanne).

Mais il n'envoya à ce journal que des articles documentés et tranchants consacrés à un seul et même sujet : comment les hauts personnages du Parti et de l'administration dépouillaient le peuple tchétchène. Tout en ayant l'air de défendre les lois soviétiques contre ceux qui étaient chargés de les appliquer, Israïlov critiquait adroitement ces lois en se servant de cas précis et d'exemples vivants.

Il était évident qu'un tel écrivain ne pouvait ni faire carrière, ni rester à l'abri des coups. Avant même que le Kremlin ait mûri sa décision, les tchékistes locaux avaient pris la leur : au printemps 1931, Hasan Israïlov fut arrêté et condamné à dix ans de détention pour « *avoir proféré des calomnies contre-révolutionnaires* » et « *s'être abouché avec des ennemis du régime* ».

Trois ans plus tard, la *Gazette paysanne* étant intervenue activement en sa faveur — et certains de ceux qu'Israïlov avait signalés comme « voleurs » et « concussionnaires » ayant été démasqués, on le remit en liberté et il fut même réintégré dans le Parti. Il partit ensuite pour Moscou où il entra à l'université communiste des travailleurs d'Orient, qui porte aussi le nom de Staline. On publia de lui deux ouvrages littéraires, écrits en prison.

Mais Israïlov abandonna peu à peu la poésie pour se consacrer activement à la politique. Pendant son séjour à Moscou, il signa avec d'autres délégués tchétchènes-ingouches une lettre adressée au gouvernement pour lui signaler que la continuation de la politique suivie jusqu'alors en Tchétchénie-Ingouchétie entraînerait à coup sûr un nouveau soulèvement.

Israïlov et ses amis demandaient, outre un changement de politique, le rappel d'Egorov, premier secrétaire du comité régional du Parti, et de Raïev, commissaire à l'Intérieur. Le gouvernement envoya cette lettre aux personnages qu'elle mettait en cause pour qu'ils « vérifient » les accusations qu'elle contenait. La « vérification » se termina comme il est d'usage : Israïlov et ses amis furent jetés en prison. Mais quand, en 1939, Raïev et Egorov furent arrêtés à leur tour comme « ennemis du peuple », on libéra Israïlov.

Il fut convoqué par Bykov, le nouveau secrétaire du comité régional du Parti, qui lui proposa de faire une demande de réintégration dans le Parti. Israïlov promit de rédiger une déclaration, qu'il remit effectivement quelques jours après. Il y disait :

« *Depuis vingt ans, le gouvernement soviétique fait la guerre pour anéantir, fraction par fraction, la nation dont je suis originaire, tantôt en liquidant les « koulaks », les « mullahs » et les « brigands », tantôt en supprimant les « nationalistes-bourgeois ». Je suis maintenant convaincu qu'il s'agit là d'une guerre d'extermination. Aussi ai-je décidé de me battre à la tête de ceux qui combattent pour la libération du peuple tchétchène. Je comprends parfaitement qu'il ne sera pas facile de libérer la Tchétchénie-Ingouchétie et tout le Caucase du Nord du joug de l'impérialisme rouge, mais une foi fanatique en la justice et un espoir légitime que les nations du Caucase et du monde entier éprises de liberté seront aidées m'enflamment et me poussent à prendre cette détermination, à vos yeux insolente et absurde, mais, selon ma conscience, la seule qui mérite d'être prise. Les courageux Finlandais montrent à l'heure actuelle qu'un grand empire esclavagiste est impuissant contre un petit peuple attaché à ses libertés. Au Caucase, vous trouverez devant vous une deuxième Finlande, et les autres nations opprimées suivront notre exemple.* »

Le soulèvement

Hasan Israïlov écrivait cela *en janvier* 1940. Dès les premiers jours, le soulèvement connut un plein succès. Au début de février, Hasan occupait déjà Galantchoje, Saïssane, Tchaberloïe et une partie du « rayon » de Chatoïev. Les insurgés se procuraient des armes en décimant les troupes chargées de la répression (à Galantchoje, notamment, un régiment entier du N.K.V.D. fut anéanti et son état-major, ayant à sa tête le commissaire adjoint à l'Intérieur du gouvernement tchétchène-ingouche, fait prisonnier).

Après que la majeure partie des régions montagneuses eurent été libérées des bolcheviks, un congrès de délégués fut convoqué à Galantchoje. De ce congrès sortit le gouvernement révolutionnaire provisoire de Tchétchénie-Ingouchétie, dont Israïlov assuma lui-même la présidence.

La conclusion du traité finno-soviétique fut un coup très dur pour le mouvement d'Israïlov. Néanmoins, ce dernier n'abandonnait pas l'espoir d'obtenir le soutien d'autres nations du Caucase et de voir Staline succomber dans la guerre mondiale en cours sous les coups de forces unies des puissances démocratiques. Dans ses proclamations, Israïlov faisait part de sa conviction que la guerre aurait ce dénouement.

Quand éclata la guerre germano-soviétique, le soulèvement prit une ampleur nouvelle. Le rêve de voir une action militaire extérieure, quoique venant d'une direction inattendue, se déclencher contre le bolchévisme, devint une réalité. Et, de la même manière que Staline avait saisi l'occasion que lui offrait l'écrasement de la Pologne par les armées d'Hitler pour s'emparer d'une partie de ce pays, Israïlov chercha à profiter de la pression militaire allemande sur la Russie bolchévique pour libérer le Caucase et procamer son indépendance.

En février 1942, alors que les Allemands venaient d'occuper Taganrog (distant de 500 kilomètres de la Tchétchénie-Ingouchétie), le juriste Maïrbek Chéripov, frère du héros national de Tchétchénie pendant la révolution, prit la tête d'un soulèvement à Chatoï et Itoumkal et se joignit à Israïlov.

Un état-major unifié des insurgés fut alors constitué et le gouvernement provisoire remanié en conséquence. Les patriotes caucasiens étaient à ce moment au courant des agissements de Rosenberg et de Himmler en Ukraine « libérée ». Aussi bien, lorsque les Allemands occupèrent une

partie du Caucase, le délégué des insurgés tchétchènes-ingouches, soutenu par tout le comité du Caucase du Nord, informa les dirigeants de l'*Ostministerium* que si le Caucase devait simplement changer de colonisateur, l'occupation allemande ne serait qu'une étape dans la guerre de libération nationale en cours. Connaissant le passé des Tchétchènes-Ingouches, les Allemands avaient de bonnes raisons de prendre au sérieux cette déclaration.

Or, pendant la guerre, les bolchéviks opéraient avec plus de bonheur à l'arrière que sur le front. On sait, par exemple, qu'en 1941-1942 l'aviation bolchévique évitait le combat avec l'ennemi et ne bombardait pas les lignes de communications allemandes. En revanche, au printemps 1942, elle bombarda à deux reprises les régions montagneuses de Tchétchénie-Ingouchétie, faisant une hécatombe de femmes, de vieillards et d'enfants. Dans des localités comme Chatoï, Itoum-Kaleh et Galantchoje, il y eut plus de morts que de survivants et les habitants indemnes étaient rares. Lorsque Staline ordonna ce bain de sang, il n'y avait pas encore un soldat allemand au Caucase. Et quand les troupes du Reich l'occupèrent en partie, elles ne franchirent la frontière de la République tchétchène-ingouche que pour occuper (et pour peu de temps) la localité frontière de Malgabek, au demeurant habitée par des Russes. Il n'y eut aucune collusion entre les insurgés et les Allemands ; ceux-ci envoyèrent bien des tracts, quelques espions, comme ils faisaient partout, mais sans plus.

Il n'y eut pas davantage de collusion entre Allemands et Tchétchènes-Ingouches sur le reste du front. La mobilisation générale ne fut en effet jamais étendue à la République de Tchétchénie-Ingouchétie. La mobilisation partielle décrétée au moment de la guerre avec la Finlande avait été rapportée dès le début de la guerre germano-soviétique et tous les Tchétchènes-Ingouches servant dans l'armée rouge renvoyés dans leurs foyers (l'ordre du haut-commandement de l'armée rouge motivait cette mesure, prise en février 1942, par le fait que les Tchétchènes-Ingouches, musulmans, refusaient de manger du porc (14).

(14) A la vérité, le gouvernement soviétique n'avait pas voulu que les Tchétchènes-Ingouches soient formés en unités nationales. Les hommes appelés sous les drapeaux étaient dispersés dans les unités russes où, ne connaissant pas la langue, ils faisaient figure de « soldats muets ». Leurs chefs les obligeaient à manger la même nourriture que les Russes, ce qui heurtaient leurs sentiments religieux et leurs habitudes. Il s'en était suivi des désertions assez nombreuses, d'où la décision de ne plus enrôler de Tchétchènes-Ingouches dans l'armée et de libérer ceux qui s'y trouvaient.

Cette mesure provoqua chez certains un vif désappointement, surtout parmi les officiers originaires de Tchétchénie-Ingouchétie. A la demande du général tchétchène Sunian Molaïev, du colonel ingouche Abadiev, du major Vissaïtov, du capitaine Akhtaïev et d'autres, le gouvernement central autorisa la république de Tchétchénie-Ingouchétie à recruter des volontaires. En peu de temps, deux divisions furent constituées, dont une combattit sur le front sud. Cela se passait après l'évacuation de Kertch. Ni la division combattante, ni la division en réserve ne furent prise en charge par l'armée rouge pour le ravitaillement ; on ne leur donna même pas de numéro. Elles recevaient leur ravitaillement et leur équipement de la République de Tchétchénie-Ingouchétie.

Les officiers demandèrent à Boudienny d'intégrer la division tchétchène-ingouche dans son armée et de la doter d'un armement approprié (les seules armes dont ces deux divisions disposaient se composaient de sabres et de fusils de différents modèles).

Beaucoup d'hommes de troupe étaient pieds nus, les chaussures qu'ils avaient apportées de chez eux étant depuis longtemps usées. Boudienny promit de réfléchir. Pendant qu'il méditait sa réponse, les Allemands franchirent le Don et la division tchétchène fut jetée telle quelle, sans tanks et sans artillerie, contre le feu d'enfer des tanks allemands qui se ruaient sur Stalingrad.

Le 4 août 1942, sous Kotelnikov, les tanks allemands passèrent sur les cadavres de beaucoup de combattants de cette division. Un petit contingent de celle-ci fut fait prisonnier, mais la majeure partie, dont l'état-major, réussi à rompre l'encerclement et à se retirer. La défaite de cette division en même temps que l'écrasement de divisions entières et de l'armée du Sud n'en fut pas moins un mauvais point pour l'ensemble du peuple tchétchène-ingouche.

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Enfin, si, au début de la guerre germano-soviétique, quelques dizaines de soldats tchétchènes-ingouches tombèrent aux mains de la Wehrmacht, comme des millions de soldats russes et, si, formés en une compagnie, ils furent intégrés à cette Légion caucasienne que les Britanniques devaient, en 1945, livrer aux autorités soviétiques après l'avoir fait prisonnière, leur petit nombre et les circonstances mêmes de leur « trahison » ne permettaient certainement pas de conclure à une collusion entre la République tchétchène-ingouche et les Allemands.

D'autre part, si grand qu'ait été le succès du soulèvement d'Israïlov, il n'englobait qu'une partie de la population, en dehors même des femmes, des enfants et des vieillards.

Mais tous furent bannis du Caucase jusqu'au dernier.

Dans quelle région de l'Asie centrale et de la Sibérie les a-t-on dispersés ? En reste-t-il encore de vivants ? L'opinion universelle, qui se passionne si souvent pour des causes infiniment moins tragiques, ne cherche même pas à savoir ce que sont devenus ces petits peuples musulmans.

B) — Comment ils furent déportés

Un étudiant russe, témoin oculaire de la déportation des Tchétchènes-Ingouches, a donné de cet événement la relation ci-dessous qui, comparée à d'autres versions, est, à tous égards, la plus atténuée et la moins dramatique :

« *En* 1943, écrit-il, *je suis arrivé à Grozny avec*

les étudiants de l'Ecole du naphte qui, venant de Kokand, avait déjà été repliée en 1942 par suite de l'avance allemande... Jamais, en Tchétchénie, on n'était parvenu à former de kolkhozes. Et quoique dans les villages de montagne il y eût des agents chargés de procéder aux réquisitions de blé et de bétail, on avait l'impression que les paysans étaient les maîtres... On disait aussi que des bandes soutenues par les villages et hostiles aux autorités soviétiques opéraient dans le pays.

« ... A la fin de 1943, le bruit se répandit à Grozny que les Tchétchènes-Ingouches allaient être déportés, mais ce n'était là qu'une rumeur. Au début de l'année suivante, des troupes spéciales du N. K. V. D. arrivèrent en grand nombre. Les journaux publièrent des appels à la population où on lisait : « Nous allons restaurer les routes et les ponts », ou « Venons en aide à notre chère armée rouge au cours de ses manœuvres en montagne ». Les troupes occupèrent ainsi les montagnes et chaque aoul *abrita une garnison.*

« Le 23 février 1944, on fêta la journée de l'armée rouge. Le soir, les soldats allumèrent des feux de joie sur la place, dans les villages et les chants et les danses commencèrent... Les habitants ne se doutaient de rien et s'approchèrent pour assister au spectacle. Lorsque la majeure partie d'entre eux fut rassemblée, les soldats, sur un signal, procédèrent à l'arrestation de tous les hommes. En beaucoup d'endroits, les Tchétchènes se défendirent en faisant usage de leurs armes, et des coups de feu furent échangés. Mais la tentative de résistance des Tchétchènes fut rapidement brisée. Les personnes arrêtées furent enfermées dans des granges et la chasse à l'homme commença pour s'emparer de ceux qui avaient pu s'échapper. L'opération fut terminée en deux ou trois heures. Les femmes ne furent pas arrêtées, mais on les prévint qu'elles devaient faire leurs paquets et s'apprêter à partir le lendemain avec leurs enfants.

« Le même jour, à Grozny, on avait mobilisé les étudiants et les ménagères qui ne travaillaient pas dans les usines. En fin de soirée, notre directeur était venu nous dire que tous les étudiants devaient être rassemblés le lendemain à six heures devant l'Ecole. Nous devions prendre avec nous du linge de rechange et des vivres pour trois jours. Les élèves de l'Ecole normale d'instituteurs reçurent le même ordre. Et à l'heure dite, on nous fit monter dans des camions où il y avait déjà des soldats. Selon un plan établi d'avance, on nous répartit à raison de vingt hommes par village. En traversant les aouls, *nous fûmes frappés par le silence qui y régnait. Une demi-heure après notre arrivée, on commença à entasser dans les camions les hommes arrêtés la veille ainsi que les femmes et les enfants. A Grozny, où on les transporta, on les enferma, serrés les uns contre les autres, dans des wagons à bestiaux. Tous les Tchétchènes et les Ingouches sans aucune exception furent emmenés. Dans le village où j'étais, on ne laissa que sept ou huit personnes originaires du Daghestan.*

« Nous devions nous occuper des fermes jusqu'à l'arrivée des remplaçants en provenance des provinces de Koursk et d'Orel, rassembler le bétail, le soigner, inventorier le blé et l'outillage. Dans les aouls *de montagne, on procéda autrement. Après en avoir évacué le bétail, on les incendia, afin que les « brigands » ne pussent s'y ravitailler. Pendant plusieurs jours, nous les vîmes brûler. En même temps, on décréta que tous les habitants qui s'étaient enfuis dans la montagne seraient amnistiés s'ils se rendaient volontairement. Il en revint quelques-uns, qui furent immédiatement emmenés... »* (*Prométhée*, n° 3, mars 1949, Augsbourg).

D'autres témoins oculaires affirment qu'une partie du peuple tchéchéno-ingouche fut massacrée sur place (on fusilla par groupes entiers) et que l'on déporta surtout les femmes, les enfants et les hommes dont le loyalisme n'était pas douteux, même pour le N.K.V.D. Les femmes furent seules autorisées à prendre du linge et des effets dans la proportion d'un bagage à main. Le drame se prolongea pendant tout le temps de l'exode.

Entassés dans les wagons à bestiaux, les malheureux restèrent des jours entiers sans nourriture et même sans eau. Le voyage dura des semaines et, parmi ces êtres humains privés de tous soins médicaux, les épidémies firent de cruels ravages. Selon les témoignages concordant de plusieurs Juifs qui réussirent à s'enfuir d'Asie centrale, la moitié des déportés tchétchéno-ingouches mourut du typhus. Il était interdit aux populations locales de porter secours aux malades et de manifester la moindre compassion aux femmes et aux enfants. Toute personne qui enfreignait cet ordre était immédiatement arrêtée.

La suppression de la République de Tchétchénie-Ingouchétie ne fut avouée par le gouvernement de Staline que deux ans plus tard, quand il fit prendre par le Soviet suprême, le 25 juin 1946, le décret décidant cette suppression, et ainsi conçu :

« De nombreux Tchétchènes et Ingouches, encouragés par les agents de l'ennemi, se sont joints volontairement à des unités allemandes et ont combattu l'armée rouge les armes à la main.

« Exécutant les ordres de la Wehrmacht, ils ont organisé des bandes qui avaient pour mission d'attaquer par traîtrise les autorités soviétiques. La majeure partie de la population de la République des Tchétchènes-Ingouches n'a opposé à ces traîtres aucune résistance. Pour ces raisons, la République des Tchétchènes-Ingouches est abolie et sa population transférée ailleurs. »

IV. — Pourquoi ?

Quelles raisons chercher à cette extermination de petits peuples musulmans du Caucase, en dehors de la brutalité stalinienne, sans laquelle jamais on n'en serait venu à de telles mesures ?

On en peut trouver quelques-unes qui, toutes, expliquent en partie cette politique inhumaine, mais dont aucune ne la justifie.

En finir avec la lutte permanente des montagnards pour leur indépendance nationale et avec leur refus d'accepter le despotisme soviétique.

Réduire le Caucase à l'impuissance et l'empêcher de déclencher une action militaire en arrière du front en cas de conflit avec l'Occident, conflit qui ne manquerait pas de susciter un mouvement national contre la métropole.

Conserver les exploitations de naphte, d'une importance capitale pour l'économie de l'U.R.S.S.

Transformer le Caucase en base de départ pour une action en direction de la Turquie, de l'Iran, voire du Pakistan et de l'Inde.

A. OURALOV

Comment les bolcheviks ont tenu les promesses faites aux Musulmans

D'APRÈS le recensement de 1939, 20.660.525 personnes vivaient en U.R.S.S. dans les régions habitées traditionnellement par les Musulmans. Par rapport à 1926, l'augmentation était de 10 % seulement alors qu'elle était dans la même période de 15,9 % pour l'ensemble de la population soviétique. La faiblesse de cet accroissement est une conséquence de la collectivisation des terres, dont la réalisation fut particulièrement désastreuse pour la population musulmane du Kazakstan. La population de cette république tomba de 3.968.289 habitants en 1926 à 3.098.764 en 1939. Si on lui appliquait le taux d'accroissement valable pour l'ensemble de l'U.R.S.S., le Kazakstan aurait dû compter en 1939 4.600.000 habitants, soit 631.000 de plus. Il en avait en réalité perdu 869.000.

De la propagande à la réalité

Lorsque les bolcheviks se sont emparés du pouvoir en 1917 ils ont prodigué les promesses. Elles leur étaient indispensables pour se maintenir au pouvoir, mais ils savaient parfaitement qu'ils ne les tiendraient pas une fois consolidé leur pouvoir. Ils reconnurent à tous les peuples périphériques de l'empire russe (les Musulmans sont de ceux-là) le droit de se séparer de la Russie, puis ils les annexèrent. Ils donnèrent les terres aux paysans, puis les leur reprirent. Ils proclamèrent qu'ils ne se mêleraient pas des affaires religieuses, puis ils organisèrent la destruction systématique de la pensée et des communautés religieuses.

Le commencement de l'ère soviétique fut plein de promesses pour les Musulmans. Le 7 décembre 1917 Lénine, président du Conseil des Commissaires du peuple et Staline, commissaire aux nationalités, adressèrent une proclamation spéciale « aux travailleurs musulmans de la Russie et de l'Orient », où ils disaient : « *Vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables. Organisez votre vie nationale en complète liberté! Accordez votre appui à cette révolution et à son gouvernement !* » En janvier 1918 un Commissariat pour les Affaires musulmanes fut créé à Moscou. Il était composé de deux Tartares et d'un Bachkir, rattaché au Commissariat aux nationalités de Staline.

Mais, dès que les bolcheviks se sentirent assez forts pour intervenir dans les affaires de ces peuples périphériques, ces belles promesses s'évaporèrent.

Le Turkestan fut le premier à apprendre ce qu'elles valaient. A la fin du Congrès de 1917 un congrès musulman avait proclamé l'autonomie du Turkestan, nommé un gouvernement provisoire et décidé d'organiser les élections pour l'Assemblée constituante. Mais, avant la réunion de la Constituante, les forces bolchéviques locales s'emparèrent du pouvoir par la force et, n'ayant qu'une infime minorité de la population avec eux, ils instaurèrent un gouvernement de terreur. Le caractère terroriste de ce pouvoir obligea même Moscou à envoyer une commission d'enquête dans le Turkestan. Le rapporteur de la commission, de retour à Moscou, déclara devant le 10e Congrès des Soviets en 1921 que plus de 800.000 Musulmans du Turkestan avaient perdu leur vie dans la période qui avait suivi la révolution d'Octobre, par suite des atrocités commises, de la famine et de privations sans nombre.

Ce fut ensuite au tour des Musulmans de Bachkirie. Ils avaient formé leur gouvernement indépendant au début de 1918 et ils avaient été reconnus par le gouvernement bolchevik en mars de la même année. Cette situation dura deux ans à peine. Puis, vers la fin de 1919 l'Armée rouge entra dans le pays et instaura le régime bolchevik. Les Bachkirs répondirent à l'occupation par une insurrection nationale, qui fut brutalement réprimée, mais n'en reprit pas moins en 1921, pour être vaincue une fois encore. Quant aux effets du régime soviétique ils sont inscrits dans la démographie, la population qui était de 1.321.363 habitants lors du recensement tsariste de 1897, n'en comptait plus en 1926 que 741.080.

A l'automne de 1920 le Daghestan fut occupé à son tour par l'Armée rouge. Le pays s'insurgea sous la direction du chef musulman du Caucase du Nord, Nasmuddin Gotsinsky. Cette fois, la résistance ne fut pas facile à briser et les bolcheviks durent avoir recours à leur tactique classique des concessions provisoires. Staline fut délégué par le gouvernement soviétique pour calmer la population. Au Congrès des peuples du Daghestan le 13 novembre 1920, il accorda deux concessions à la population : d'une part pour remplacer le droit à l'indépendance nationale autrefois promis, puis supprimé, Staline proclama l'autonomie du Daghestan, et il promit à la population musulmane le respect de son droit coutumier (Shari'ah), qui règlait une bonne partie de la vie nationale des Musulmans. Ce congrès, l' « autonomie » accordée et la reconnaissance des Shari'ah contribuèrent à calmer le mécontentement populaire. Puis, quand le calme fut revenu, on ne tint plus compte de rien. L'autonomie est devenue, comme sur l'ensemble du territoire soviétique une pure fiction, et le droit coutumier musulman fut radicalement supprimé. Le Dictionnaire politique soviétique est très précis à cet égard : « *En U.R.S.S. actuellement le Shari'ah est exterminé.* »

La première phase de la lutte contre les peuples musulmans s'acheva avec l'occupation militaire de leurs pays et la suppression de toute résistance armée. Mais une nouvelle étape s'ouvrit immédiatement pour assurer la soumission totale de ces populations à Moscou. Diverses méthodes y furent employées :

a. — *Division des territoires musulmans ou incorporation dans le territoire russe.* Deux anciens Etats musulmans, l'Emirat de Bokhara et le Khanat de Khiva, furent tout d'abord rattachés à la République socialiste fédérative soviétique russe par des traités d'alliance, puis, au cours des années 1920, annexés à l'Union Soviétique. Le Turkestan, d'abord reconnu comme République socialiste soviétique, fut divisé en 1924 en plusieurs républiques socialistes, républiques autonomes et provinces autonomes. Les Bachkirs et les Tartares furent à leur tour séparés en deux républiques autonomes.

b. — *Lutte contre l'Islam.* En 1925, la *Ligue des Sans-Dieu* fut fondée pour combattre toutes les religions, y compris l'Islam. On réquisitionna

ou on ferma les mosquées si bien qu'au lieu des 7.000 mosquées que comptait la Russie tsariste en 1907, il n'y en avait plus en 1942 que 1.312. Enfin l'interdiction de l'instruction religieuse fut appliquée à la population musulmane, comme à toutes les populations de l'Union Soviétique.

c. — *Pénétration de l'élément non-autochtone dans la direction des régions musulmanes.* Le maître absolu du pays étant le Parti communiste et ses cadres étant extrêmement faibles dans les régions musulmanes, Moscou se dépêcha d'envoyer de Russie ses spécialistes politiques, militaires, économiques etc., qui entrèrent automatiquement dans la couche dirigeante de ces régions. Déjà les statistiques de 1926 révélaient qu'environ 2 millions de personnes venues de la partie occidentale de l'Union Soviétique s'étaient installées dans les territoires musulmans. Le tableau comparatif du pourcentage de l'élément russe dans ces régions et dans l'appareil du parti montre cette disproportion (en 1927) :

	% dans le P.C.	% dans le pays
Tartares de Crimée	63,4	43
Kazakhstan	59	20
Kirghizie	52,8	12
Turkmenistan	41	8

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis, et les bolcheviks ont eu largement le temps de recruter de nouveaux cadres staliniens parmi les éléments jeunes de la population autochtone. C'est pourquoi, dans certaines régions, par exemple en Kirghizie, la proportion est depuis la dernière guerre moins défavorable aux éléments autochtones.

En plus de ces mesures dirigées spécialement contre la population musulmane, sont venus des actes gouvernementaux soviétiques d'ordre général. La collectivisation de 1928 provoqua la famine, augmenta la mortalité, jeta la paysannerie dans une résistance désespérée, rendit les terres incultes et amena la disparition de la plus grande partie du cheptel. Rien que sur ce dernier point, les chiffres officiels soviétiques concernant les territoires musulmans sont très révélateurs :

Chevaux

	Kazakhstan	Kirghizie
Juin 1928	3.735.000	661.000
Juin 1933	459.000	387.000

Bétail

Juin 1928	7.379.000	862.000
Juin 1933	1.594.000	386.000

La guerre et l'après-guerre

Lorsque l'Allemagne attaqua l'U.R.S.S. en juin 1941, les Soviets se sentirent menacés dans leur existence, la situation redevint pareille à celle du lendemain de la révolution, et de nouveau Staline eut recours à des concessions provisoires dans tous les domaines. Il en fit donc aussi à la population musulmane.

Déjà le 18 juillet 1941, l'Administration centrale asiatique musulmane divulgua un appel du Mufti invitant tous les Musulmans de l'Union soviétique à s'opposer « *à l'envahisseur allemand-fasciste* ». En contre-partie, les autorités soviétiques rendirent la liberté du culte aux Musulmans et, durant la guerre, un certain nombre de mosquées fut rouvert.

L'appareil soviétique fit tout son possible pour entraîner les Musulmans dans la lutte contre Hitler et la propagande soviétique ne manquait pas de vanter l' « *héroïsme du peuple musulman soviétique* ». En mai 1942, une conférence réunit à Ufa les chefs de l'Islam, qu'il s'agissait d'informer sur « *les atrocités allemandes commises sur la population musulmane dans les territoires occupés* ». Une autre conférence eut lieu en automne au Caucase, et, d'après le communiqué officiel, la résolution suivante y fut votée à l'unanimité : ... « *Unis par un sentiment commun de haine contre l'envahisseur fasciste allemand et par l'amour indestructible envers notre puissante patrie, l'Union soviétique, les participants à cette conférence proclament : « Nous pouvons mourir mais nous ne permettrons jamais que notre pays soit profané et pillé par les Cannibales hitlériens... »*

Une fois la guerre finie, la propagande soviétique changea de vocabulaire et les dirigeants soviétiques de tactique. Le 26 juin 1946, le gouvernement soviétique publia un décret sur l'abolition de la république autonome soviétique des Tchétchènes-Ingouches, dont la population fut accusée de collaboration avec les envahisseurs. Aucune preuve ne fut fournie, mais ces deux peuples musulmans furent dispersés à travers d'autres régions de l'U.R.S.S. (1). La même année 1946, on constata, sans qu'aucun communiqué soviétique ne l'ait rendu public, que la province de Karachie avait disparu, absorbée par la république géorgienne. En 1947 on put voir, sur les listes électorales, que le nom de la république autonome Kabardino-Balkhar était changé en celui de république autonome kabardine. Les Balkhars ont simplement disparu comme unité administrative, géographique et ethnique.

La reprise de la lutte antireligieuse et la campagne contre le « nationalisme bourgeois » redevinrent après la guerre deux éléments essentiels de l'activité soviétique dans les républiques musulmanes. La radio, la presse, les établissements d'enseignement, les académies furent tenus de mener la lutte contre ces deux « *survivances du passé capitaliste* ». La Grande Encyclopédie soviétique de 1950 décrivait l'Islam comme « *une idéologie réactionnaire d'un dogme médieval mort* » et la radio Moscou rappelait souvent les paroles de Lénine sur le caractère réactionnaire de l'Islam et sur le Coran comme moyen de justification de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces paroles furent suivies de mesures correspondantes : la fermeture des mosquées et des écoles religieuses, l'interdiction de la diffusion du Coran, l'interdiction de célébrer les fêtes musulmanes, etc. Dans la république de Tadjikistan, le vendredi était respecté comme jour de repos, conformément à l'enseignement du Coran. Mais le Praesidium du Soviet de cette république promulgua en 1949 un décret disant : « *A la requête de nombreux ouvriers, le jour hebdomadaire du*

(1) Voir l'étude précédente dans ce même numéro.

RÉSERVÉ AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

repos sur l'ensemble du territoire de la république est déplacé du vendredi au dimanche. » Les fêtes musulmanes furent qualifiées d'obstacles à l'édification du socialisme. L'organe du Parti communiste, *Pravda Vostoka,* écrivait le 28 juin 1950 : « *Celui qui observe le jeûne de trente jours d'Oruj est tenu de ne pas manger, boire ou se laver dès le matin tôt jusqu'au soir très tard. Le jeûne d'Oruj coïncide avec la période très importante pour la culture du coton. Le tort causé à la campagne pour la pleine récolte du coton est évident.* » Le même journal écrivait deux ans plus tard : « *Par l'enseignement que dans les journées du Kourban le croyant ne doit penser qu'à Dieu et au sacrifice qui Lui est dû, le clergé essaye de détourner le peuple de ses affaires quotidiennes et du plein accomplissement de ses tâches laborieuses*». L'association pour la diffusion de la connaissance politique et scientifique, qui remplace l'ancienne Ligue des sans-Dieu, déploie une activité intense dans les régions musulmanes, en ouvrant des musées de la propagande antireligieuse comme à Tachkent ou des sections de la propagande antireligieuse, comme à Samarcande, Boukhara et ailleurs.

La lutte contre le « nationalisme bourgeois » impliquait pour les intellectuels musulmans, comme partout ailleurs en U.R.S.S., l'obligation de glorifier le passé russe et l'actuel régime stalinien et par conséquent de falsifier l'histoire de leurs propres peuples pour la rendre conforme au dogme du passé. Le cas le plus typique est celui du héros national musulman Iman Shamil, chef de la résistance nationale en Daghestan au 19e siècle. En 1949 encore, le prix Staline fut décerné à un écrivain d'Azerbeidjan, Haydar Huseinov, qui avait écrit un livre représentant Shamil comme un national-révolutionnaire. L'année suivante, le prix lui était retiré et Shamil était proclamé un réactionnaire au service de l'étranger qui voulait séparer le peuple musulman de sa mère-patrie la Russie. Cette opération fut menée à partir de cette date avec une persévérance systématique, et c'était surtout M. D. Bagirov, récemment épuré avec Béria, qui se distinguait dans cette entreprise de falsification.

Outre son bulletin bi-mensuel et ses suppléments

L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

a publié les brochures suivantes :

— Le procès des camps de concentration soviétiques (1951).

— Communisme et religion : ce que l'on ne vous a pas dit (1951).

— Staline nous fait la guerre : le mécanisme de l'ingérence russe dans les affaires de la France (1951).

— Où sont les impérialistes ? (1951).

— L'émissaire de la paix ou les Français vus de Moscou : scénario d'un film paru dans une revue soviétique (1951).

— L'U.R.S.S. lance un S.O.S. : la Conférence économique de Moscou d'avril 1952 (1952).

— Les communistes contre les institutions parlementaires (1952).

— Faut-il tirer sur les Américains ? (1952).

— L'impossible Front national (1952).

— L'espionnage soviétique dévoilé (1952).

— Contre le communisme, par la loi : quand les démocraties se défendent (1952).

— Le Congrès de Vienne ou l'ultimatum soviétique (1952).

— « Le Monde », auxiliaire du Communisme (1952).

— Staline trahi par les siens (1953).

— Staline contre Israël (1953).

— Les faiblesses actuelles du Parti Communiste Français (1953).

— Le mystérieux Hô-Chi-Minh (1953).

— Maurice Thorez, fils du peuple (1953).

— L'impérialisme soviétique ne change jamais (1953).

IMP. UNION, 13. RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT : M. COQUET, 30, RUE DE GRAMONT, PARIS 2e